Fondation Jean Jaurès

Europe

LA TAXONOMIE EUROPÉENNE ET LE NUCLÉAIRE : UNE CLAQUE POUR L'ALLEMAGNE ?

Ernst Stetter

12/01/2022

La Commission européenne a décidé d'inclure le nucléaire et le gaz dans la taxonomie. En classant ces deux sources d'énergie comme des activités économiques ayant un impact favorable sur l'environnement, l'Europe a provoqué la colère des Verts allemands. Ernst Stetter, conseiller spécial du président de la Fondation Jean-Jaurès pour l'Europe, analyse les enjeux politiques de cette décision.

Pour les écologistes allemands, le 31 décembre 2021 aurait dû être un jour de célébration. Devenus une force politique incontournable en Allemagne et au sein d'un gouvernement où ils occupent désormais des postes-clé, 2021 se terminait pour eux sous les meilleurs auspices. 2022, quant à elle, était porteuse de nouvelles conquêtes.

Parmi elles, la sortie du nucléaire se situait en haut de la liste des priorités. Il s'agit là d'un combat historique des Verts allemands, symbolisé par l'arrêt des réacteurs de la centrale de Brokdorf à la fin de l'année. En trente-six ans d'existence, le mouvement a organisé 425 veillées sur son site pour en réclamer le démantèlement. Décidée en 2011 à la suite de la catastrophe de Fukushima, la sortie du nucléaire, réclamée depuis des décennies par les Verts au cri de « Atomkraft – Nein danke ! », semblait en passe de devenir une réalité.

La circulaire européenne sur la taxonomie « verte »

La joie des écologistes allemands a cependant été de très courte durée. De fait, elle n'a même pas eu le temps d'arriver en 2022. Le 31 décembre 2021, à 21h53, la Commission européenne a en effet publié une circulaire sur la taxonomie "verte".

À l'issue du Conseil européen d'octobre 2021, les chefs d'État et de gouvernement européens avaient obligé la Commission à décider du sort qui serait réservé à l'énergie nucléaire et au gaz

dans la taxonomie verte, un projet phare de l'Europe pour atteindre les objectifs de neutralité carbone d'ici 2050. Adoptée en 2020, la taxonomie doit permettre de classer les investissements économiques en fonction de leurs émissions de CO_2 et de leurs conséquences sur l'environnement. En envoyant cette circulaire, la Commission européenne demande aux pays membres de donner d'ici mi-janvier leur avis sur la proposition de classifier l'énergie nucléaire comme une énergie verte. Ce classement est conditionné au respect de certaines clauses, comme la proposition à partir de 2050 d'un plan pour stocker définitivement les déchets nucléaires. De même, à condition qu'il remplace le charbon, qu'il ne dépasse pas un seuil maximal d'émissions de CO_2 et qu'il limite ses heures d'activités, la circulaire propose d'accorder au gaz le label d'énergie de transition d'ici 2035.

Pour les investisseurs et les industriels, il s'agit là d'une incitation claire de la part de Bruxelles à financer et développer ces deux énergies mais en premier lieu le nucléaire.

Les intérêts nationaux de l'Allemagne et de la France

De quoi s'agit-il ? Conformément aux engagements pris lors des Accords de Paris, les Européens ont décidé d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Pour y parvenir, d'énormes efforts de transformation économique, énergétique et technologique seront nécessaires. Ces efforts doivent être financés : il faut donc mobiliser des capitaux auprès des marchés financiers.

La question du classement du nucléaire et du gaz comme des énergies vertes n'est pas qu'un débat technique. Ce qui se joue ici a en réalité moins à voir avec une controverse sur la gestion des risques, le stockage des déchets ou la pollution de l'air qu'avec la défense des intérêts nationaux des pays membres de l'Union européenne (UE), au premier rang desquels se trouvent la France et l'Allemagne. Le compromis qui sera trouvé ne sera pas scientifique, mais bien politique : un compromis à l'européenne, sur la base du plus petit dénominateur commun.

Les deux plus grandes économies de l'Union européenne ont en effet des idées totalement opposées sur la façon de mener la transition énergétique. La France investit massivement dans le nucléaire, tandis que l'Allemagne mise sur le gaz. Avec la circulaire du 31 décembre les classant chacun comme des énergies vertes, Paris et Berlin ont donc trouvé un terrain d'entente.

Hormis chez les Verts, le gaz fait en effet l'objet d'un large consensus politique en Allemagne. De nouveaux terminaux gaziers sont prévus en mer du Nord, et le SPD d'Olaf Scholz, les libéraux et la CDU sont d'accord depuis des années pour achever la réalisation de Nord Stream 2. Pour Berlin, le gazoduc russe doit permettre l'approvisionnement énergétique du pays en attendant que les énergies renouvelables produisent suffisamment d'électricité pour prendre la relève.

Lors du Conseil européen de décembre 2021, le chancelier Olaf Scholz a rapidement compris que la sortie du nucléaire choisie par l'Allemagne ne faisait pas consensus auprès de la France ni de plusieurs de ses voisins de l'Est et du Nord de l'Europe. Au moment où le régime de Poutine amasse des troupes à la frontière de l'Ukraine et que l'Europe cherche à instaurer avec lui un rapport de force, la décision allemande d'augmenter sa dépendance au gaz russe passe mal.

Malgré son opposition au nucléaire, l'Allemagne ne parviendra pas à réunir une majorité qualifiée pour s'opposer à la proposition de la Commission de le classer comme une énergie verte. Dans une déclaration sèche, le chancelier allemand a pris acte de cet état de fait et cherché à minimiser la portée de la circulaire en parlant d'un « petit sujet dans une grande discussion ».

Olaf Scholz sait qu'il s'agit là d'un sujet politiquement sensible. Ministre des Finances sous Angela Merkel, il a pu constater que les discussions entre le SPD et la CDU/CSU sur la question énergétique étaient compliquées. Les conservateurs considéraient le gaz, au contraire du nucléaire, comme une énergie de transition, tandis que le ministre de l'Environnement du SPD tenait une position médiane. Olaf Scholz joue sur ce sujet une partition délicate : il lui était difficile de se mettre à dos les Verts sur la question du gaz, car il savait en entrant en campagne qu'il aurait besoin d'eux pour former un gouvernement. Il a donc prudemment décidé de ne pas évoquer le sujet.

La France et la présidence de la Commission européenne ont su profiter de cette situation en mobilisant les autres pays membres sur la question. Paris a particulièrement mis l'accent sur le nécessaire renouvellement du parc nucléaire français et sur le développement de réacteurs de nouvelle génération, plus petits et moins problématiques pour en gérer les déchets. De même, l'Élysée a mis l'accent sur leurs potentiels débouchés commerciaux en dehors de l'UE.

Pour éviter une crise dans le couple franco-allemand dès la prise de fonction d'Olaf Scholz et ne pas embarrasser Emmanuel Macron à quelques mois de la présidentielle de 2022, les deux chefs d'État se sont donc résolus à proposer à l'UE un compromis : la taxonomie verte européenne s'appliquera donc à la fois au nucléaire et au gaz.

Le mouvement anti-nucléaire en colère

Ce compromis n'est évidemment pas du goût du mouvement anti-nucléaire allemand, qui se demande pourquoi le gouvernement et les Verts n'ont pas poussé avec plus de virulence contre son adoption. Si le ministre de l'Économie Robert Habeck a bien qualifié l'accord de « green-washing », les militants et les ONG écologistes ne sont pas satisfaits et trouvent que les ministres Verts présents au gouvernement ont été trop timides.

À l'image du BUND, la plus importante ONG allemande de défense de l'environnement, ils ont lancé des pétitions pour protester. Pour les écologistes allemands, cet accord constitue une vraie claque pour l'Allemagne qu'il faut « empêcher de toutes nos forces ».

Certains soupçonnent les Verts de ne pas d'être positionnés clairement sur le sujet lors des négociations avec le SPD et les libéraux sur l'accord de coalition. D'après la presse, certaines phrases clés sur le sujet auraient été supprimées du texte de l'accord de coalition afin de faciliter la formation d'un gouvernement. De fait, Sven Giegold, un des principaux négociateurs des Verts et désormais secrétaire d'État au ministère de l'Économie, a lui-même déclaré le 24 novembre, en annonçant l'accord de coalition, que « nous nous sommes abstenus de le faire pour de bonnes raisons, car nous ne discutons pas des conflits avec notre partenaire le plus important, la France, par le biais d'accords de coalition. Les relations franco-allemandes ne doivent pas être tendues par un nouveau conflit sur le nucléaire. Nous avons besoin d'un compromis sur les investissements durables ».

Les sociaux-démocrates dans le collimateur

Le SPD est désormais la cible des critiques des écologistes. Alors que la plupart de ses membres ont toujours soutenu la sortie du nucléaire, et qu'il s'était jusqu'ici toujours très clairement prononcé en faveur de la sortie du nucléaire, le nouveau secrétaire général du parti social-démocrate, Kevin Kühnert, a déclaré que vouloir changer l'approche de l'Union européenne sur le sujet constituait une « utopie ». Aux Verts qui les accusent de revirement, l'ancien ministre d'État et actuel président de la commission des affaires étrangères, Michael Roth, a répondu avec une pointe d'ironie que « c'est ça, la démocratie ». Il en a profité pour leur rappeler que la politique consistait à savoir organiser des majorités en dehors de son propre fief électoral. Cependant, certaines des critiques viennent de l'intérieur même du SPD. C'est notamment le cas de Matthias Miersch, porte-parole de la politique énergétique au sein du parti, qui a rappelé que pour lui « l'énergie nucléaire n'est pas durable et absolument non rentable ».

Un article publié dans le Vorwärts, le journal du SPD, tente d'apaiser ces tensions. Il argue que quand bien même la taxonomie de l'UE serait adoptée telle quelle, il est aujourd'hui impossible d'en prédire les effets futurs : si elle ouvre la porte à des opportunités de financement du nucléaire et du gaz, rien ne dit que les investisseurs ne choisiront pas au final de se porter sur d'autres énergies renouvelables plus consensuelles, à l'image de l'éolien ou du photovoltaïque.

Malgré tout, on peut craindre que cet épisode ne laisse des traces au sein de la coalition gouvernementale et particulièrement à l'intérieur du mouvement écologiste. Même si la

commission européenne n'a pas son mot à dire sur les choix énergétiques de ses pays membres, les débats sur la question s'annoncent houleux en Allemagne.